

LA REVUE

urbanisme

PLANÈTE Alep, de la ségrégation socio-spatiale à la guerre urbaine **24/**
L'INVITÉ Gilles Kepel **66/** *CONTROVERSE* Le discours de la fracture **74/**

www.urbanisme.fr

Hiver
2013

n°391

20 €



villes / sociétés / cultures



DOSSIER

**Une nouvelle géographie
de l'exclusion ? **28/****

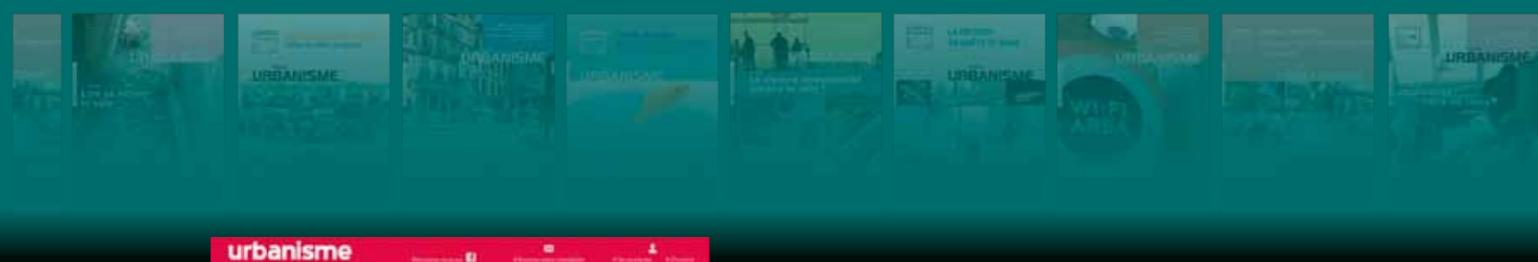
ABONNEZ-VOUS
et accédez à la collection à tarif réduit

PARTENAIRES



La collection d'Urbanisme, revue de référence, constitue un fonds documentaire irremplaçable sur la ville au XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, ses enjeux, ses projets emblématiques, ses penseurs les plus marquants.

Abonnez-vous sur le site www.urbanisme.fr, découvrez la collection des anciens numéros et profitez des avantages abonnés.



VOS AVANTAGES

→ Accès privilégié à la collection Urbanisme, avec une réduction de 50% sur les achats au numéro :

- 1 numéro : 10 € le numéro au lieu de 20
- 2 numéros : 8 € le numéro au lieu de 16
- 3 numéros : 6 € le numéro au lieu de 12
- Au-delà, 4,5€ le numéro supplémentaire

+ téléchargez le dernier numéro sorti en format pdf

+ l'accès à la newsletter

+ frais de port OFFERTS

Informations auprès de urbanisme.abos@orange.fr

/ La dynamique POPSU

Dans le cadre de POPSU 2, dix grandes agglomérations françaises (hors Ile-de-France) mènent depuis 2011 un programme de recherche avec dix équipes de chercheurs sur des thèmes choisis en commun. Aperçu d'une aventure intellectuelle, avant le colloque de restitution des 10 et 11 juin 2014.

La Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines affiche un intitulé quelque peu technocratique – mais un sigle facile à retenir : POPSU. Et si cette tension était au fond une bonne illustration de la richesse de ses potentialités et des difficultés inhérentes à sa mise en œuvre partenariale ? En effet, POPSU qui est financé par le Plan urbanisme construction architecture (PUCA) et bénéficie du soutien du ministère de la Culture a pour vocation de lancer des programmes partenariaux, non seulement dans leurs financements mais également dans leurs modalités d'élaboration, et ce depuis sa création en 2003 ; programmes de recherche, cofinancés et élaborés en commun par l'État et plusieurs agglomérations françaises (hors Ile-de-France).

Comme le rappelle Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA, il s'agit même d'un « co-pilotage » qui s'est forgé au cours des deux programmes dits POPSU 1 et POPSU 2. S'y ajoute même un POPSU Europe, lancé en 2008, qui se décline selon un cycle de deux séminaires d'échanges autour d'une thématique renouvelée chaque année. Comme son nom l'indique, il associe des villes de France et d'Europe.

POPSU 1 avait porté, lui, sur sept agglomérations : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse. Ayant débuté en 2004, il s'est clôturé en 2010 après avoir procédé à un état des lieux des projets et stratégies urbaines de chacune des aires métropolitaines, suivi par des

analyses comparatives autour de cinq thèmes transversaux (développement durable, économie, formes urbaines, gouvernance, habitat).

Un premier ouvrage, sous la direction d'Alain Bourdin et de Robert Prost, a proposé une synthèse de ces approches comparatives¹. Six autres ont rendu compte du travail des chercheurs, ville par ville (à l'exception de Toulouse), et figurent en bonne place dans les bibliothèques de nombreux acteurs locaux et nationaux.

DEUX PROGRAMMES, UN MÊME OBJECTIF

POPSU 1 a donc étudié « la ville en train de se faire » à travers l'analyse de projets urbains. Et POPSU 2 a gardé le même objectif, mais en concentrant la focale sur cinq thèmes définis en commun avec les collectivités : la prise en compte de la durabilité à l'échelle du quartier, de la ville et de la métropole ; les gares, pôles d'échanges et leurs quartiers ; les « fragilités urbaines » ; les régulations territoriales ; l'économie de la connaissance. Quatre nouvelles agglomérations – Grenoble, Rennes, Strasbourg et Toulon – se sont intégrées au programme, alors que Montpellier n'a pas poursuivi la démarche.

Ensuite, chaque « consortium », associant équipes de recherche et institutions métropolitaines, voire d'autres acteurs comme des structures d'aménagement ou des agences d'urbanisme, a procédé au choix de deux ou trois des thématiques proposées en fonction des enjeux

locaux. Comme nous l'expliquait Didier Paris, responsable à Lille de l'équipe scientifique POPSU 1 et POPSU 2, « nous pouvions nous appuyer sur le travail déjà effectué dans le cadre de POPSU 1, qui avait notamment permis l'élaboration d'un corpus quasi exhaustif des projets urbains en cours ».

En fait, toutes les équipes ont retenu le thème de l'économie de la connaissance. Celui de la durabilité est également apparu comme une préoccupation largement partagée, même s'il avait été souvent abordé dans POPSU 1. Pour Alain Bourdin, président du conseil scientifique, « la question des fragilités est le plus typique des thèmes émergents ». En train de se construire, il n'est pas forcément le plus facile pour les collectivités. Mais c'est tout le pari de POPSU que de permettre à la recherche d'interpeller les décideurs. Dans les pages suivantes, des acteurs et chercheurs des dix métropoles concernées disent ce que POPSU 2 a représenté pour eux. Et trois membres du conseil scientifique proposent une première synthèse sur trois thèmes : économie de la connaissance, régulations et fragilités.

Un numéro hors-série de la revue *Urbanisme*, à l'automne 2014, suite au colloque national de restitution des 10 et 11 juin prochain (cf. page suivante), rendra compte de manière plus complète de l'ensemble des travaux. / **Antoine Loubière**

¹ Alain Bourdin et Robert Prost (dir), *Projets et stratégies urbaines. Regards comparatifs*, Éditions Parenthèses, coll. La ville en train de se faire, 2009.

/ Une certaine philosophie de la recherche urbaine

Alain Bourdin, responsable scientifique du programme POPSU 2, expose l'esprit d'une démarche qui vise à de nouveaux types de relations entre acteurs et chercheurs.

Tout programme de recherche a l'ambition folle de créer des connaissances nouvelles. POPSU n'y échappe pas et prétend même contribuer au renouveau d'une recherche urbaine francophone qui s'étiolle. Alors que la question urbaine préoccupe la terre entière, que l'avenir des villes est plus indéchiffrable que jamais, les chercheurs peinent à se renouveler. En outre, ils ne reçoivent aucune stimulation de la part de ceux qui font la ville : une bonne part de ces derniers cache sa perplexité derrière les certitudes inébranlables venues nicher dans l'arbre de la « ville durable », en oubliant que le développement durable est une question et non une réponse. Cela fait le bonheur d'un technicisme qu'on croyait dépassé.

La recherche urbaine française a bénéficié de l'aide d'un État dont il faut reconnaître le « désintéressement » : il finançait des recherches sans utilité pour l'immédiat mais qui constituaient autant de paris sur l'avenir. Aujourd'hui prévaut l'obsession de la réponse aux questions précises et à court terme. Or, comme le disait Axel Kahn (alors président de l'université Paris V), les ingénieurs sont faits pour répondre aux questions et les chercheurs pour les construire. Si les

acteurs, notamment les collectivités, ne demandent à la recherche qu'un comportement d'ingénieurs, ils vont la tuer. POPSU veut donc explorer de nouveaux types de relations entre acteurs et chercheurs et des figures de la recherche qui permettent d'échapper à cette impasse.

La prospective offre l'occasion de produire et tester des questions nouvelles. Des directions lui sont dédiées dans les collectivités. Leur articulation avec le monde de la recherche, un enjeu majeur, exige la continuité dans la durée : il faut proscrire la technique qui consiste à alterner l'appel ponctuel à des experts et les grandes opérations de prospective, du type « usine à gaz médiatisée ».

La recherche-développement était une des préoccupations de Robert Prost, à l'origine de ce programme. Commander une recherche sur la ville désirable, puis une étude sur la traduction des résultats obtenus en produits urbains (logements etc.), et consulter ensuite les promoteurs sur la réalisation de ces produits, c'est construire une chaîne de recherche-développement. Quel aménageur procède de cette manière ? La faute au temps des chercheurs – si long, c'est vrai ? Pas seulement : si les coopérations étaient solidement

construites et ne passaient pas par des systèmes de commande inadaptés et mal gérés, on parviendrait à maîtriser cette difficulté.

CONFRONTER LES REGARDS

La recherche peut également devenir un outil de réflexivité : travaillons ensemble à l'analyse de l'action menée, en confrontant nos regards d'acteurs et de chercheurs. Dans certaines villes, POPSU a fait bouger les choses sur ce plan. Cela s'est produit surtout avec des techniciens des collectivités et pourrait se faire demain avec des élus, des aménageurs, des promoteurs, des gestionnaires de services, des porteurs de projets, des mouvements de citoyens. Ni porte-voix, ni intellectuel organique, ni conseiller du prince, ni militant, POPSU s'en tient à une démarche d'élucidation qui permet aux acteurs de prendre distance avec ce qu'ils font, et aux chercheurs de mieux le comprendre.

L'action, c'est la ville en train de se faire, que POPSU 1 a étudié à travers l'analyse de projets urbains et que POPSU 2 aborde à travers des thèmes définis avec les collectivités. Les processus en cause ne se réduisent pas à quelques schémas simplificateurs : mondialisation et économie résidentielle – deux sujets sérieux mis à toutes les sauces –, économies d'énergie définies en termes purement arithmétiques et instituées mères de toutes les politiques urbaines, etc. Et la reproduction des bonnes pratiques ne fait pas la ville. À côté d'un *benchmarking* que les collectivités peuvent difficilement éviter, il reste à développer de véritables comparaisons, qui permettent de comprendre et d'opérationnaliser les résultats de ce *benchmarking*. POPSU s'y emploie. / **Alain Bourdin**

LE COLLOQUE DES 10 ET 11 JUIN 2014

La loi crée les « métropoles » mais cela ne veut pas dire que l'on sache vraiment à quelles réalités économiques, sociale, spatiale elles correspondent. Le colloque organisé à Paris les 10 et 11 juin 2014 dans le cadre du programme POPSU 2 prendra la mesure de l'incertitude des définitions et mettra en débat celles que l'on formule dans l'action et celles que les chercheurs élaborent. Dix métropoles ont été observées, telles qu'elles se donnent à voir et telles qu'on ne les voit pas. Des équipes de recherche et des responsables locaux ont dialogué pendant deux ans. Ils en rendent compte et interpellent tous ceux que les questions métropolitaines concernent. Ce débat, élargi à des exemples étrangers, entend stimuler le développement de la recherche et la construction de l'action, hors des discours convenus.

/ Qu'est-ce que le co-pilotage ?

Pour Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du Plan urbanisme construction architecture (PUCA), la plate-forme POPSU illustre une démarche partenariale exemplaire, soutenue par le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, et celui de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

La création de POPSU correspondait à un double objectif : contribuer à la production de connaissances nouvelles pouvant interroger les politiques publiques, qu'elles soient portées par l'État ou les collectivités territoriales et leurs groupements, et partager les connaissances produites. L'atteinte de ces objectifs est passée par un dispositif partenarial dès 2003, associant notamment l'État, à travers le Plan urbanisme construction et architecture (PUCA), et les collectivités territoriales. L'organisation complexe du co-pilotage s'est forgée au cours des deux programmes de recherche qui ont été menés, avec une dizaine de grandes agglomérations françaises : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Toulouse, Grenoble, Rennes, Toulon, Strasbourg.

Pour que le programme suscite l'intérêt des acteurs et favorise les itérations entre recherche et action, il était indispensable de concevoir des dispositifs qui concilient le temps long de la recherche et celui de l'action. L'armature mise en place pour POPSU 1 a été renforcée dans le cadre de POPSU 2. Des temps de rencontre et d'échange entre acteurs et chercheurs, mais aussi entre les représentants des comités de pilotage du niveau local et national, ont jalonné ces trois dernières années, que ce soit au moment de la construction du programme ou aux différentes étapes de sa mise en œuvre. En relation étroite avec l'échelon national, des séminaires thématiques et de comparaison ont ainsi été organisés dans les différentes villes de POPSU 2, qui réunissaient les chercheurs impliqués dans un même domaine et les acteurs du comité de pilotage local, ainsi

que les membres du conseil scientifique du programme.

INTELLIGENCE COLLECTIVE

Pour le ministère, le co-pilotage n'est pas un vain mot. Partie prenante d'un dispositif de recherche-action, il suppose de nouveaux modes de coopération. Ses contours ne sont donc pas définis une fois pour toutes : le dispositif d'ensemble s'intègre dans une stratégie d'amélioration continue qui doit reconsidérer progressivement les différentes formes d'intelligence collective qui se mettent en place. Travailler ensemble – État, collectivités territoriales, EPCI, chercheurs... ne se décrète pas, c'est bien à travers un projet structurant et porteur pour chacun que l'action commune se développe. L'expérience nous l'a appris, elle passe aussi par des apprentissages, une meilleure connaissance des modes de fonctionnement des uns et des autres et des moyens. Ainsi, pour fédérer l'ensemble des équipes de recherche et les acteurs locaux impliqués dans la démarche de suivi

des travaux, le ministère a soutenu la plate-forme à travers la mise en place d'un dispositif d'animation, s'appuyant notamment sur le conseil scientifique et un secrétariat dédié.

Dans la suite de l'expérience précédente et fort de la démarche qui se termine, cette approche contribue à questionner l'architecture de la recherche-action sur la ville aujourd'hui et les conditions d'une hybridation des savoirs. Dans cette période de construction des métropoles voulue par l'État, POPSU démontre sa pertinence pour les acteurs locaux. / **Emmanuel Raoul**



UN GIP PORTEUR



La plate-forme POPSU est portée par le groupement d'intérêt public « Atelier international du Grand Paris » (GIP AIGP), résultat de l'intégration en 2010 de l'Atelier international du Grand Paris (AIGP) au GIP EPAU (Europe des projets architecturaux et urbains).

Les programmes POPSU sont pilotés et financés au niveau national par le PUCA, service interministériel du ministère de l'Égalité des territoires et du Logement et du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

RENNES / Prendre en compte l'évolution des modes de vie

Comment percevez-vous le rapport des habitants-citoyens à la réalité des territoires ?

Concrètement, le citoyen de base appartient à un territoire mouvant qui se moque des frontières administratives et institutionnelles, communales notamment. Il y a quelques décennies, l'élu local était le représentant d'une population qui résidait sur un territoire et travaillait en grande majorité sur ce même territoire. Aujourd'hui, il faut mieux prendre en compte l'évolution des modes de vie et la réalité du bassin de vie, qui est l'espace associant les dimensions essentielles de la vie quotidienne, le travail, la résidence, les activités sociales au sens le plus large du terme.

C'est le combat que nous menons à l'AdCF depuis longtemps en faveur de l'intercommunalité, qui est le bassin de vie de proximité immédiate. Il ne s'agit pas de tuer la commune qui, au contraire, demeure la cellule de base, mais de faire en sorte que les politiques de l'aménagement, du logement, des déplacements, au quotidien, soient appréhendées à l'échelle intercommunale. L'enjeu est d'articuler ce premier échelon de proximité avec les autres échelons territoriaux, en particulier la Région. Parce que la Région est l'échelon pertinent pour bâtir des schémas, des orientations générales, des stratégies, que ce soit dans le domaine économique, environnemental, etc.

N'y a-t-il pas un risque de conflit métropole/Région avec la montée en puissance prévue des métropoles ?

Sur cette question, mon discours au clair, je l'ai tenu tant au congrès de l'Association des régions de France (ARF) qu'à la Conférence des villes : les métropoles ont besoin de Régions fortes et les Régions ont besoin de métropoles fortes. C'est le couple gagnant-gagnant. D'autant que, ma



Daniel DELAVEAU
maire de Rennes, président de Rennes Métropole et de l'Association des communautés de France (AdCF)

région, la Bretagne a la chance d'avoir un maillage de villes, petites, moyennes et grandes, qui travaillent ensemble en réseau.

Comment la recherche urbaine peut-elle vous aider dans vos décisions ?

Au quotidien, nous avons souvent « le nez dans le guidon » et nous avons besoin des deux volets de la recherche : la recherche fondamentale et la recherche-développement, qui débouche sur l'opérationnel à court ou moyen terme. La recherche urbaine est l'un des volets des sciences humaines et sociales. Or nous devons prendre de la distance, du recul. Pour cela, nous avons besoin de la recherche dans toutes ses dimensions, historique ou prospective, sur l'évolution des modes de vie et des comportements sociaux, sur les attentes et les besoins futurs. Il faut prendre le risque de la recherche. Les décideurs, qu'ils soient économiques, politiques ou sociaux, ont besoin, pour construire une vision, des aiguillons de la pensée.

Il en va de la recherche urbaine comme des autres champs scientifiques. C'est dans les interstices des disciplines que se jouent les choses. C'est dans la pluridisciplinarité et dans la transversalité que l'on invente et que naît l'innovation. C'est maintenant devenu une évidence. Mais, quand j'étais jeune élu, il y a 30 ans, avant de poser la première pierre du projet que je voulais réaliser sur ma commune, je commandais une étude sociologique. Ce n'était pas très courant à l'époque. Cela veut dire que la première fondation du projet urbain ne consiste pas en des schémas et plans d'urbanistes, mais en une approche plus large sociologique et sociétale pour savoir qui sont les habitants, qu'est ce qu'ils pensent, quelles sont leurs visions. Ensuite, il faut la croiser avec des études paysagères, urbaines, environnementales, etc. J'ai souvent entendu dire dans ma vie d'élu que les études sont du temps perdu, ce n'est pas vrai. Car l'aménagement, l'urbanisme, ne consiste pas à tartiner des morceaux de territoire mais à permettre de mieux faire vivre les gens ensemble. Et, pour cela, il faut s'intéresser à ce qui fait leur vie.

Dans votre ville, l'enseignement supérieur et la recherche sont très présents. C'est peut-être plus naturel chez vous qu'ailleurs...

Oui, l'université est le socle de la ville. Ce n'est pas anodin. J'ai toujours été très attaché, et mon prédécesseur Edmond Hervé aussi, à ce que nos services aient des liens forts, pratiques, opérationnels avec l'enseignement supérieur et la recherche. Nous avons une école d'architecture, à l'université des formations d'urbanisme, des masters, etc. Il faut que les écoles, les universités, les laboratoires soient intégrés dans la ville mais il faut aussi que la ville les accueille. La ville est un formidable territoire, grandeur nature, d'expérimentation, et aussi

un support de stages et d'expériences pour les jeunes.

Attendez-vous des éclairages particuliers sur des thèmes mal étudiés ?

Il y a des champs de natures différentes. Je crois que l'on aurait plus besoin, même si ça s'est développé, de réfléchir sur les modes de vie, les modes d'habiter. Il existe par exemple un enjeu majeur qui est le vieillissement de la population. Je ne dis pas que l'on ne s'en préoccupe pas, mais sans doute pas assez, notamment en termes de recherche. On s'en préoccupe beaucoup d'une façon plus opérationnelle, pratique. Autre interrogation : c'est quoi maintenant « habiter quelque part » ? On a de plus en plus de familles monoparentales. On a aussi de plus en plus de couples bi-localisés, professionnellement, par exemple où l'un travaille à Nantes, l'autre à Rennes – et c'est pareil entre Rennes et Paris. Alors, est-ce que ces personnes habitent Rennes, Paris, Nantes ? Ce sont là des

modes de vie, des comportements qui sont des signaux plutôt émergents mais ce sera de plus en plus fréquent. L'évolution des structures familiales, avec le vieillissement, l'éclatement des familles, et leurs recompositions, comment les prend-on en compte en termes urbains ? Pas bien. On manque de recherche.

Il y a d'autres champs, comme l'économie de la construction. On dit qu'il manque un million de logements en France. On a souffert et pâti des années 1960, des modes de construction industrialisée, de la préfabrication, etc. Mais, aujourd'hui, nous ne sommes pas capables de repenser une économie de la production de logement « industriel » à moindre coût, alors que la question essentielle reste celle de la solvabilité des ménages.

D'où peut-être la nécessité de réfléchir sur de nouvelles formes urbaines ?

En particulier sur de nouveaux types de logements, qui puissent évoluer avec le temps. Dans leurs parcours

résidentiels, les ménages peuvent à un moment avoir besoin d'un appartement pour partie modulaire, par exemple pour un adolescent qui devient adulte et qui a besoin d'autonomie. Et, une fois qu'il est parti, des parents âgés peuvent venir le remplacer dans le cadre d'un maintien à domicile. Tout en préservant l'intimité et l'autonomie de chacun. Ce sont des enjeux qu'il faut prendre en compte. Bien sûr, on a toujours réalisé des extensions de logement. Mais ce n'est pas suffisant, il faut maintenant aller plus loin. Il y a en Europe des sociétés où le rapport à la propriété et à l'habitat est différent. Nous changeons d'activité professionnelle plusieurs fois au cours d'une vie, nous changeons de lieu de résidence. Est-ce que devenir propriétaire est toujours un summum ? C'est souvent considéré comme tel parce que c'est une sécurité. Mais ces aspects pourraient être dissociés en inventant d'autres formes de sécurisation.../ Propos recueillis par A. L.

LYON / Une posture d'évaluation

Dès son lancement au début des années 2000, le Grand Lyon a choisi de s'engager et de participer activement à la démarche POPSU, dont un des objectifs principaux visait au rapprochement des collectivités et du monde de la recherche autour de problématiques partagées, concernant des territoires en devenir, des objets à reconfigurer ou des pratiques innovantes. C'est ainsi, que le Grand Lyon préoccupé par le renouvellement du quartier Part-Dieu s'est engagé dans la réflexion intitulée « Gares et dynamiques urbaines, les enjeux de la grande vitesse », qui a donné lieu à une publication (éd. Parenthèses, 2011). De la même manière, à l'échelle européenne, l'interrogation sur la perception de la ville, les modalités de fabrication de l'urbain, les interventions d'artistes et de créateurs nous ont renvoyés à des problématiques partagées par plusieurs villes européennes que l'on retrouve notamment dans

Fabienne CRESCI
déléguée générale au développement urbain de la Communauté urbaine de Lyon

l'ouvrage *La Ville des créateurs* (éd. Parenthèses, 2012).

Cet engagement du Grand Lyon s'inscrit dans le droit fil d'une posture d'évaluation, de comparaison, souhaitée par l'exécutif de la collectivité. Qu'elle mobilise des acteurs privés ou du monde académique et de la recherche, la volonté est la même : mieux comprendre et renouveler les perspectives en innovant.

Pour autant, et malgré l'intérêt de la démarche qui oblige à dépasser le cadre local, les comparaisons entre agglomérations restent aléatoires. Les problématiques et méthodologies différenciées, pour stimulantes qu'elles soient sur le plan intellectuel, ne sont

pas nécessairement transposables. C'est pourquoi il nous semblerait judicieux d'éviter des thématiques trop abstraites et englobantes qui renvoient à des activités, des concepts, des objets différenciés pour chacun des acteurs, rendant difficile toute comparaison ultérieure, comme on peut l'observer à travers certaines thématiques (cf. *économie de la connaissance*).

Le processus de rapprochement des acteurs est néanmoins engagé. Pour aboutir effectivement, il nécessite une meilleure prise en considération et association de chacun d'entre eux, tout comme des contraintes temporelles, juridiques et administratives qui leur sont propres.

Le rapprochement collectivités/monde de la recherche doit se révéler aussi productif dans le domaine des sciences humaines que dans celui des sciences et techniques « dures », il nécessite pour ce faire une exigence partagée. / **Fabienne Cresci**

STRASBOURG / Un regard parfois critique

Quelles étaient les attentes de la collectivité vis-à-vis de POPSU 2 ?

Deux éléments de contexte sont importants à souligner. D'abord, le fait que le mandat municipal actuel est marqué par une volonté de mettre en œuvre un projet ambitieux de démocratie locale, participative, qui s'est traduite dans différents dispositifs de consultation et de concertation avec les habitants, comme l'atelier urbain « Quelle ville désirons-nous ? » et des ateliers « Projets », notamment celui autour de la transformation du quartier des Halles. Ensuite, le fait que Strasbourg soit engagé dans un moment fort de son développement urbain avec le grand projet des Deux Rives vers le Rhin, qui nécessite une réflexion sur le développement durable, la compacité, avec de gros enjeux de renouvellement urbain, au-delà de sa dimension transfrontalière. Dans ce contexte, tout regard extérieur est bienvenu. Sur des sujets complexes et sensibles, il est apparu

Yves AUBERT
directeur général adjoint,
Pôle culture, territoires
et démocratie locale,
Ville et Communauté urbaine
de Strasbourg

que POPSU offrait des garanties avec un travail de recherche mené librement, dans la durée, inscrit dans un cadre national, avec la possibilité de croiser les problématiques du développement durable et de la participation. POPSU apporte un regard parfois critique mais attentif à nos préoccupations. Les discussions avec les chercheurs peuvent être vives – nous ne parlons pas du même endroit – mais elles nous permettent de tirer les leçons de notre action, en particulier en matière participative.

Que vous a apporté ce regard des chercheurs ?

Nous n'avons pas encore exploité

l'ensemble des travaux de POPSU, mais pour ce qui concerne la participation, les chercheurs font bien apparaître la richesse et l'intérêt de l'atelier urbain, qui s'est révélé un dispositif d'expérimentation plutôt tourné vers l'imaginaire, la ville rêvée, sur « la silhouette urbaine », en décalage donc avec l'opérationnel. Nous avons assumé ce décalage pour libérer l'imaginaire des participants, même si, comme les travaux de POPSU le soulignent, nous avons à nous interroger sur les suites d'un tel dispositif. Quant à l'atelier de projet des Halles, il a bien confirmé qu'il ne s'agissait pas pour les habitants de la simple extension d'un centre commercial, mais que l'enjeu était la conception d'un vrai projet de quartier en centre-ville. Cela nous incite à penser la ville autrement, à partir de ce que les gens ont à en dire. Les habitants ne se trompent pas plus que les spécialistes !

GRENOBLE / Des attentes partagées

Quels sont les objectifs de votre direction ?

La Métro a structuré une direction générale déléguée aux territoires, au sein de laquelle est positionnée la direction de la prospective et stratégie territoriale. Nous avons engagé une démarche d'ouverture de la prospective aux acteurs du territoire : les élus bien entendu, mais aussi les habitants, les chercheurs, les experts, les acteurs socio-économiques, les associations... Au travers d'un dispositif appelé « Fabrique métropolitaine », nous leur proposons d'échanger et de contribuer à la réflexion sur les enjeux de la métropole de demain autour de sujets variés, comme récemment le projet urbain d'agglomération, les rythmes et temps de la ville ou encore la solidarité et la citoyenneté. Cette « Fabrique » s'articule autour de trois pivots : un cycle de conférences animé par le Conseil de développement, des « Ateliers Métrociens » à destination des habitants, et une plateforme d'échanges associant les chercheurs :

Radia DAOUD
Direction de la prospective et
stratégie territoriale, Communauté
d'agglomération Grenoble-Alpes
Métropole - La Métro

le « Métrolab ». Cette dernière collaboration s'inscrit dans une tradition grenobloise de relations étroites avec le monde universitaire, très présent sur notre territoire et moteur dans l'économie de la connaissance.

Qu'attendez-vous de POPSU 2 ?

De manière générale, les travaux issus de la recherche sont très riches en analyses et en résultats d'investigations. En tant que collectivité territoriale, nous sommes davantage tournés vers une culture de l'opérationnel et parfois éloignés de méthodes de travail que nous ne pourrions seuls mettre en œuvre. La confrontation avec une culture professionnelle différente, celle de la recherche, de la

problématisation plus que de l'application de solutions, n'est pas toujours évidente ; nous sommes toutefois conscients qu'elle permet d'imaginer de nouvelles formes de réflexions ou de productions qui nous poussent tous à l'innovation territoriale. Quand nous travaillons avec les chercheurs et universitaires, nous ne sommes pas dans une logique de commande à un bureau d'études, mais bien de partenariat. Leurs travaux répondent à des attentes partagées mais leur discours conserve une indépendance scientifique qui peut parfois nous amener à réinterroger nos propres points de vue. L'enjeu pour nous est de partager ces réflexions, ce qui nécessite un délicat exercice de synthèse pédagogique sans dénaturer la rigueur scientifique. Les 14 et 15 novembre 2013, un colloque local de restitution POPSU 2, « De la technopole à la métropole », a réuni chercheurs, élus et autres acteurs : un bon moyen pour faire encore une fois le lien entre recherche et collectivité.

LILLE / Un service après-vente

Comment avez-vous déterminé vos thèmes de recherche ?

Avec POPSU 2, nous avons voulu cerner deux enjeux particulièrement sensibles de la métropole lilloise : conforter l'émergence d'une économie de la connaissance, réussir l'articulation entre le développement urbain et la réalité fonctionnelle des réseaux de transport. Mais nous avons souhaité les appréhender dans une cohérence globale traduite dans la problématique suivante : « Vivre ensemble dans l'espace métropolitain : créativité, nouveaux liens, nouveaux territoires ». Nous avons essayé de théoriser la notion de « territoire apprenant » en déclinant différents volets : l'économie (avec par exemple le développement de la filière image), l'université notamment sous l'angle de la gouvernance, les nouveaux lieux de production du savoir, le chapitre « culture ». Pour le thème de

Didier PARIS
responsable scientifique
des équipes de recherche
de POPSU 2

la créativité, nous estimons qu'on ne peut pas distinguer entre créativité économique, culturelle, artistique... Un territoire est créatif ou non, c'est un système global construit par l'ensemble des acteurs.

Justement, qu'attendent les acteurs locaux de POPSU 2 ?

Nous avons à Lille, dans le domaine de l'aménagement-urbanisme, une longue habitude des liens entre le monde académique et les acteurs de la métropole. POPSU a été l'occasion de mettre en lumière la qualité de ces relations. Nos interlocuteurs à la communauté

urbaine respectent totalement le travail des chercheurs. Nous ne sommes pas dans la situation d'un bureau d'études recevant une lettre de commande. Mais nous avons eu la volonté d'aborder les sujets des débats locaux, en nous intéressant aux terrains à enjeux et en nous positionnant en résonance des questionnements de la métropole lilloise. Nous sommes vraiment à l'interface des sciences humaines et sociales et de ce que, dans l'industrie, on appelle la recherche-développement. La vertu de notre travail est donc d'aider les acteurs à lever le nez du guidon et à mettre du sens dans leur action. Les acteurs sont prêts à échanger. Ensuite, les politiques décident. C'est pourquoi nous prévoyons d'assurer un « service après-vente » en diffusant une courte synthèse de nos recherches et en organisant des séminaires ciblés, par exemple sur le thème des « quartiers créatifs ».

NANTES / Des transformations à analyser

Pourquoi Nantes Métropole a-t-elle retenu les deux thèmes liés à l'économie de la connaissance et à la régulation territoriale ?

Nantes Métropole et l'équipe de neuf chercheurs, intégrant principalement le LAUA mais aussi des contributions de l'UMR CITERES (Tours), ESO (Nantes) et l'EA Géoarchitecture (Brest), se sont accordés sur le choix de deux des cinq thèmes mis au travail par le conseil scientifique : économie de la connaissance (comme toutes les équipes) et régulation territoriale (venant prolonger plusieurs de nos intérêts développés dans le cadre de POPSU 1). Si les autres thèmes étaient tout à fait envisageables, les chercheurs ne pouvaient « être partout », et les acteurs ne souhaitaient pas aborder le thème des gares par exemple, trop « sensible » à Nantes en 2010.

En quoi l'approche « économie de la connaissance » décentre-t-elle l'approche traditionnelle du projet urbain, par exemple

Laurent DEVISME
responsable scientifique
des équipes de recherche
de POPSU 2
et **Élise ROY**
chercheuse (LAUA)

dans le cas du quartier de la création ?

La question que notre équipe s'est précisément posée est celle de savoir si l'économie de la connaissance était un concept ou à un mot magique et si ce changement de régime renouvelait les politiques urbaines économiques. Appliquée au cas du projet de quartier de la création, cette question nous a permis de prendre la mesure d'une nouvelle congruence ou instrumentalisation entre projet de transformation d'un espace urbain et projet de développement économique, qu'illustre bien l'extension récente des missions d'aménagement de la SPL Samoa, aux missions de développeur économique. Nous avons également pu pointer le fait qu'une telle politique de cluster

culturel et créatif de centre-ville mène bien à dépasser le modèle d'une action publique agissant par équipement du territoire, en misant plus fortement sur des enjeux d'ambiance urbaine et d'animation des réseaux, qui renouvellent les visées du projet d'aménagement urbain lui-même.

Pour ce qui concerne la gouvernance territoriale, le programme intervient à un moment d'évolution des formes d'organisation de Nantes Métropole.

Avec l'évolution organisationnelle métropolitaine, qui passe notamment par la mutualisation de certains services ou encore la création d'outils d'intégration de différentes actions (cf. « Le voyage à Nantes », évoqué dans le numéro d'*Urbanisme* de l'été 2013), les chercheurs ont rencontré des transformations passionnantes à analyser et parfois aussi des difficultés à accéder à certaines informations ou à mobiliser des acteurs « en transfert ».

TOULOUSE / Des regards croisés

Pourquoi la communauté urbaine a-t-elle retenu trois thèmes ?

L'économie de la connaissance s'impose à différents titres. D'abord le maire-président de la communauté urbaine est issu du milieu de la recherche. Il a donc, et c'est rare parmi les grands élus locaux, une bonne connaissance de ce secteur et il sait qu'en dépend en partie le monde économique de demain. Ensuite, notre métropole est une des rares en France à connaître un développement industriel soutenu dans les domaines de l'aéronautique, du spatial et de la santé. Or ce sont des secteurs dont la pérennité dépend au premier chef de la recherche technologique. Donc, pour le maire, on ne créera durablement de la richesse et de l'emploi, et par conséquent de la solidarité, que si on adapte notre tissu urbain, nos équipements à ce partage de la connaissance et à la fertilisation des idées. D'où, par exemple, la manifestation baptisée « La Novela - Fête connaissance » et le développement d'espaces dédiés à l'innovation et à la recherche, comme la ZAC Toulouse

Nicolas GIGOT
directeur général adjoint,
direction générale
du développement urbain
et durable, communauté urbaine
Toulouse Métropole

Montaudran Aerospace, composante d'un vaste éco-campus avec l'université scientifique de Rangueil. Autour de l'économie de la connaissance, la Métropole ressent le besoin qu'un œil extérieur, en l'occurrence celui de l'équipe POPSU 2, vienne interroger l'ensemble de ces réalités, les mette en mots et identifie éventuellement des maillons à conforter.

Le thème de la durabilité est commun à toutes les métropoles, sachant cependant que, dans les années 1980 et 1990, l'agglomération toulousaine a connu une croissance peu raisonnée et dans la facilité, notamment du fait de faibles contraintes physiques et d'une agriculture victime de la spéculation foncière. C'est pourquoi nous sommes en train d'en modifier les modalités, notamment avec le SCOT et les PLU, pour que, à développement

égal, la consommation des terres agricole soit diminuée de moitié. Et le projet métropolitain intègre le développement d'une agriculture périurbaine. La question de la durabilité est centrale pour une direction générale comme celle que je dirige, car nous ressentons le besoin de prendre les problèmes en amont, notamment avec des systèmes d'observation efficaces (air, eau...).

Le thème des fragilités urbaines est évident dans une agglomération comportant d'importantes entités qui restent à la lisière du développement, alors même que, comme le Mirail, elles sont au cœur de zones dynamiques du point de vue économique. Cela nous interpelle sur la capacité intégratrice de la métropole, surtout lorsque nous constatons des phénomènes inquiétants dans des secteurs d'habitat plus récents. Ce qui est nous intéresse dans POPSU 2, ce sont les regards croisés sur l'ensemble de ces réalités, la capacité à nous questionner sur notre perception et à nous faire lever le nez des opérations pour nous réinterroger sur les grands équilibres./

TOULON / Une autre vision

Comment accueillez-vous POPSU ?

Avec grand intérêt. Car un tel programme nous donne l'occasion de faire de notre territoire un objet de recherche. Et permet à la petite université de Toulon de travailler avec d'autres universités. C'est un bénéfice indirect mais non négligeable dans une ville où il n'y a pas d'habitude de travail de ce type comme c'est le cas dans de grandes villes universitaires. À l'agence d'urbanisme, nous avons le souci d'être de bons planificateurs, sachant appréhender les bonnes échelles, qui sont celles des modes de vie, du développement économique... Pour ce faire, nous avons besoin d'un renouvellement de nos approches, d'éléments de diagnostic qui nous sortent de nos habitudes, autour de deux sujets précis : les objets métropolitains de la grande échelle qui constituent une dimension nouvelle de notre champ d'intervention ; les

Daniel DROZ-VINCENT
directeur de l'Agence
d'urbanisme de l'aire toulonnaise

centres villes de notre territoire qui n'ont pas le caractère attractif qu'ils ont généralement dans les grandes villes, du fait d'une offre urbaine relativement faible. Le thème POPSU des fragilités urbaines nous offre l'occasion d'analyser ces situations.

Comment avez-vous travaillé ?

Une enquête avec questionnaire a été mise en œuvre. Elle nous a permis, sur deux sujets – l'approche métropolitaine et les centres villes –, de recueillir le point de vue d'un échantillon représentatif de la population. Mais la limite de ce travail avec les chercheurs tient à son utilisation potentielle par les décideurs : il faut un traducteur

qui aide la collectivité à s'approprier les connaissances produites. C'est l'agence d'urbanisme qui a joué ce rôle en étant à la fois le partenaire des chercheurs et l'interlocuteur des élus, sachant que la recherche produit de la connaissance, pas de la décision.

Que retenez-vous de POPSU 2 ?

L'enquête nous a apporté une autre vision des représentations des populations sur les fragilités urbaines et les dynamiques métropolitaines. On a constaté que la commune restait un repère fort auquel les gens se rattachent. Autre élément : l'attention particulière portée aux centres villes, appréhendés comme des espaces de fragilité nécessitant une intervention appropriée. Restent beaucoup d'interrogations sur la réalité d'un virage métropolitain, sur la possibilité de s'appuyer sur d'autres ressorts économiques.../

MARSEILLE / Trois enjeux opérationnels

Pourquoi Marseille Provence Métropole a-t-elle retenu ces trois thèmes : durabilité, fragilité et économie de la connaissance ?

Parce qu'il s'agissait de trois enjeux opérationnels au centre des réflexions sur les enjeux de ce territoire marseillais pris dans une aire urbaine plus vaste, sans que des questions trop brûlantes comme la place de la métropole dans la gouvernance locale ne soient abordées frontalement.

L'effet spirale du développement durable se vérifie-t-il ?

Il est sans doute trop tôt pour le dire. Nos recherches montrent qu'avec Euroméditerranée Marseille a bel et bien changé d'ambition. Pourtant, sur bien des points, les chercheurs ont pu relever la continuité du cloisonnement des réflexions, l'inadéquation des effets d'échelle ou la multiplicité des temporalités. Tout n'est pas sombre

Jérôme DUBOIS
responsable scientifique
des équipes de recherche
de POPSU 2

mais l'effet spirale semble davantage fonctionner à un certain niveau de généralité entre les grands documents d'urbanisme et de planification, ce qui n'est finalement pas si mal, et progressivement s'estomper lorsque l'on entre dans l'opérationnel.

La thématique des trames vertes et bleues est-elle pertinente ?

Oui, sans hésitation. La complexité du grand territoire marseillais, tant en termes de relief que d'empilement de projets territoriaux, donne une signification particulière à ces trames qui, prises dans leur acception la plus large, pourraient permettre de raccrocher les morceaux. À l'échelle

de l'ÉcoCité également, elle permet de poser les bonnes questions en matière de pilotage de l'action collective, de singularité naturelle ou d'emboîtement d'échelles entre les documents d'urbanisme et de planification.

L'intervention sur les espaces publics se révèle-t-elle inventive ?

Finalement, non. Nos études montrent des réalisations davantage calquées sur des modèles internationaux que sur le génie des lieux. De plus, si l'espace public méditerranéen se définit par une sociabilité de rue au quotidien, force est de constater que les projets qui font parler de Marseille aujourd'hui concernent plus de grandes opérations symboliques que le confort du quotidien. Cela ne remet certes pas en cause leur intérêt, mais le chemin reste encore long pour que cette requalification se diffuse dans toutes les parties de la ville./

BORDEAUX / Créativité conceptuelle

Il y a vingt ans, signant l'édition n° 98/99 de la revue *Métropolis*, « Chercheurs en ville », j'assénaï trois idées :

– « *Qu'il se trouve en phase ou en désaccord avec l'idéologie du moment, le chercheur en sciences sociales ne saurait se soustraire à son rôle de "désenchanteur" du réel.* »
– *La décentralisation ne constitue pas forcément une bonne occasion de renouveler les termes de la relation entre chercheurs et décideurs, si ces derniers s'obstinent à vouloir trouver des réponses scientifiques à leurs interpellations politiques.*

– *La recherche produit des faits (qui deviennent parfois des faits acquis, affaire de société, pas de science), des interprétations (parfois divergentes, affaire de paradigmes et de théories, le réel est multiple), des concepts. Paradoxe apparent, c'est dans cette inventivité conceptuelle que la recherche trouve son efficacité la plus directe, en ce qu'elle permet à chacun de voir le monde, de se situer dans une représentation pertinente de la réalité.* »

Jean-Marc OFFNER
directeur général de l'a-urba
(Agence d'urbanisme Bordeaux
métropole Aquitaine)

Les situations ont changé, en urbanisme comme dans l'univers académique. Mes propres expériences se sont complétées et élargies. Ces convictions demeurent. Je les formulerai autrement.

La recherche urbaine, pour trouver sa place légitime dans la vie de la cité, doit diversifier ses registres. Pour l'analyse critique, la dénonciation, l'impertinence, le chercheur doit accepter de devenir médiateur, de faire alliance avec les intellectuels, avec les journalistes, avec les professionnels. Il sera un chercheur engagé dans le débat public, doté de son expertise spécifique.

Pour donner à voir le monde et ses mutations, la créativité conceptuelle reste de mise : mettre des mots et des idées sur la condition urbaine et ses transformations, pour aider les acteurs à en comprendre le sens ;

pour aider les politiques publiques à ne plus avoir deux trains de retard sur les dynamiques sociétales. Le chercheur assume son statut de savant, parce que la société lui donne le temps de peaufiner ses méthodes, de mener des enquêtes rigoureuses, de mettre à l'épreuve ses résultats, de théoriser et d'écrire.

Dans le rapport au local enfin, il faut faire autrement. Car la parole critique est inaudible, la posture académique inappropriée. POPSU a ouvert des voies. Il faut oser des dispositifs collaboratifs inédits, entre chercheurs et acteurs locaux. François Ascher aimait à se référer au modèle des CHU, proposant des centres urbanistiques universitaires. Sous cette forme, ou à travers des ateliers et des consultations hybridant les expertises, par des appels à innovation, l'idée de co-production est à concrétiser. En bonne compagnie avec les acteurs de la « vraie vie » économique et politique, le chercheur saura alors devenir un inventeur./ **Jean-Marc Offner**

/ Économie de la connaissance et dynamiques métropolitaines

Les apports de POPSU sur l'économie de la connaissance sont à mettre au crédit de la dynamique d'échanges et de réflexion collective qu'ont su développer les dix équipes. Face au foisonnement initial des réponses, seule une telle dynamique pouvait conduire à l'élaboration d'une grille de lecture commune autorisant la comparaison entre les villes.

Cette dynamique d'échanges a également permis de conférer une plus grande intelligibilité aux articulations à opérer entre des questions distinctes et pourtant largement confondues au départ, en particulier entre économie de la connaissance, société de la connaissance, ou encore économie de l'innovation et de la créativité. Un premier exercice a donc consisté à se mettre d'accord sur ce qu'il convenait d'entendre par chacun de ces termes. L'un des apports les plus notoires de POPSU est ainsi de fournir des ressources cognitives et méthodologiques pour mieux appréhender les processus de territorialisation de l'économie de la connaissance. L'ensemble de cette démarche peut être illustré par la manière dont les équipes ont traité la question clé de la relation qu'entretient l'économie de la connaissance avec la croissance urbaine et le fait métropolitain, considérant comme acquises les caractérisations données par les économistes¹.

UN NÉCESSAIRE APPAREILLAGE STATISTIQUE

Une approche comparative de la place de l'économie de la connaissance dans les différentes agglomérations a été mise au point, en mobilisant à la fois la littérature économique (les travaux de Laurent Davezies sur la théorie de la base revisitée) et un appareillage statistique.

Les travaux de POPSU ont largement bénéficié de la nouvelle répartition des emplois par grandes fonctions proposées par l'INSEE. Ainsi il est possible de distinguer la part des emplois qui relèvent des trois grands types de fonctions : activités productives

relevant de la base (exportatrices et largement exposées à la concurrence nationale et internationale); fonctions présentes produisant des biens et des services consommés localement; fonctions métropolitaines, enfin, qui rendent des services spécifiques ou stratégiques favorisant des effets de productivité dans l'économie urbaine. Ces dernières fonctions apparaissent comme le marqueur le plus pertinent du degré de métropolisation. Non seulement leur part croît avec la taille des aires urbaines, mais encore leur effet direct sur la croissance de l'emploi apparaît déterminant par leur effet multiplicateur sur les autres fonctions et par leurs effets de productivité spécifique. Cette analyse permet de situer pour chaque grande aire urbaine la place de l'économie de la connaissance et son rôle dans la croissance. Elle souligne les disparités entre les différentes agglomérations et leurs spécificités.

Mais elle a aussi pour vertu d'autoriser le lien avec les deux autres approches rattachées au grand axe thématique « économie de la connaissance », à savoir l'économie de la créativité et la société de la connaissance. En effet, le lien avec la première est facilité par le fait qu'une main-d'œuvre particulièrement qualifiée assure cinq grandes fonctions métropolitaines : la conception, la recherche et l'innovation; les prestations intellectuelles de type conseils, services et expertise; le commerce inter-entreprises; ou encore l'administration et la gestion des entreprises; enfin les arts et spectacles, l'information, la culture et les loisirs. La concentration des cadres des fonctions métropolitaines

dans les grandes aires urbaines soulève la question de leurs relations tant à l'économie de la connaissance qu'au mouvement de la métropolisation, mais aussi à la nature des équipements et des réseaux d'accès aux connaissances et à l'information qu'ils recherchent. Les travaux sur la cantine numérique et « La Novela, fête connaissance ! » à Toulouse, les équipements culturels à Lille ou encore les « quartiers de la création » à Bordeaux ou à Nantes apportent dans ce domaine de précieuses analyses.

INVERSER LE REGARD

Ces derniers travaux participent aussi du lien avec la société de la connaissance que nous avons convenu de définir autour des processus de production, de diffusion et de partage des savoirs et des connaissances, incluant les activités d'enseignement supérieur et de formation mais aussi toutes les initiatives qui participent de la circulation des connaissances. La plupart des contributions rattachées à ces deux derniers axes inversent, en quelque sorte, le regard, puisqu'il s'agit surtout d'apprécier les composantes de l'attractivité des territoires et leur capacité à attirer ou fixer les cadres de ces fonctions métropolitaines, les milieux innovateurs et créatifs. / **Élisabeth Campagnac**

¹ L'économie de la connaissance, comme nouveau paradigme à la fois sous l'angle des théories de la croissance endogène, des théories de la production (elle se traduit dans la part croissante de capital immatériel et intangible dans les facteurs de production, et sur le plan technologique, par un lien privilégié avec les NTIC) ou de la consommation (la connaissance, bien non rival et non exclusif, se présente comme un bien économique singulier).

/ Les régulations territoriales et métropolitaines

En proposant le terme « régulation territoriale », nous voulions inviter les équipes à sortir des chemins trop balisés de l'analyse de la gouvernance et à réfléchir sans contraintes sur les manières d'aborder la structuration du pouvoir local, le gouvernement, la gestion, voire la production des territoires métropolitains.



Effets du Bon Gouvernement dans la ville (fresque de Ambrogio Lorenzetti, Sienne, 1338)

La diversité des réponses est l'un des apports de POPSU 2. De fait, le sens donné au terme « régulation » et le choix des objets d'étude ont été différents d'une équipe à l'autre.

En résumé, le terme « régulation », non dénué d'ambiguïté, a généralement été compris comme la production par les acteurs ou par les institutions d'un ensemble de règles, plus ou moins stabilisées, et a parfois donné lieu à une approche systémique des « jeux d'acteurs ». Chaque équipe a choisi de mettre l'accent sur l'un ou l'autre de ces deux types de régulation : les régulations techniques (point de vue privilégié par ceux qui ont centré leur attention sur les effets régulateurs de projets, à différentes échelles, ou ceux de démarches de planification : PLU, SCOT...); les régulations politiques, reliées à la question de la compétition pour le leadership métropolitain ou au fonctionnement de la démocratie locale. Certaines équipes se sont efforcées de comprendre le lien entre les deux niveaux de régulation.

Le thème de la fonction politique des dispositifs participatifs (désormais

hautement « technicisés ») a notamment focalisé leur attention. Certaines ont choisi de considérer la participation comme un outil et non comme un objectif de l'action publique. D'autres ont cherché à saisir à quoi elle sert effectivement : quels espaces de décision crée-t-elle (ou pas)? Quels sont les acteurs qu'elle mobilise? Et pourquoi se mobilisent-ils? Loin d'une approche spécialisée et décontextualisée, ces analyses permettent de mieux saisir la contribution de dispositifs de décision participatifs aux processus de régulation, à différents niveaux : le niveau intercommunal – celui du SCOT (Grenoble) ou du PLU communautaire (Strasbourg); celui de « grands projets » d'échelle métropolitaine (Nantes, Strasbourg); ou des démarches plus localisées mais incluses dans des processus plus globaux (Strasbourg, Nantes). Face à cette hétérogénéité, la « comparaison » a émergé progressivement de la confrontation des points de vue et de la mise en regard des réalités étudiées. Il ne s'est donc pas agi d'une comparaison au sens strict, terme à terme et au travers d'un protocole

commun. Cette méthode a permis de faire ressortir, de façon inductive, des processus similaires, sur l'usage des dispositifs participatifs par exemple, ou contrastés, sur la construction des leaderships politiques métropolitains, à Bordeaux et à Grenoble par exemple. Au total, l'ensemble apporte une contribution à la connaissance de la manière dont se structure un ordre local de niveau métropolitain, assez éloigné des débats habituels sur la notion de gouvernance. Il met notamment en évidence son historicité. On notera que les réflexions à ce sujet sont nées d'un effort collectif pour éviter de verser dans la pure description des singularités locales.

DES MODÈLES D'ACTION

De cette prise en compte du temps (long) dans l'analyse des régulations métropolitaines se dégagent des conclusions qui rejoignent celles de Romain Pasquier à propos des modèles régionaux d'action collective : « Dans notre perspective, le passé exerce aussi bien un effet de contrainte sur les répertoires des acteurs et des institutions qu'il offre des possibilités d'action. » Qu'elles se focalisent sur la manière dont les élites locales ont été socialisées, qu'elles analysent les « dépendances au sentier » (des continuités construites à partir de faits contingents) dans la naissance d'actions qui structurent le territoire, qu'elles se réfèrent ou pas à la notion de « régime urbain » ou qu'elles préfèrent s'intéresser aux « cultures métropolitaines », les recherches POPSU 2 apportent des éléments de connaissance sur la construction des modèles d'action collective. / **Marie-Pierre Lefeuve**

/ Fragilité urbaine

En proposant le thème de la fragilité urbaine, nous voulions éviter l'écueil d'un enfermement dans les questions liées à l'habitat social ou aux quartiers en difficulté, et faire dialoguer des préoccupations qui se rencontrent rarement.

Les politiques du développement social et de la rénovation urbaine des quartiers sont d'une importance politique et d'une actualité majeures, mais la recherche n'a peut-être pas grand-chose à y apporter : l'action publique en la matière a fait l'objet de nombreuses analyses, ses limites sont bien identifiées. La situation spécifique de chaque quartier concerné n'est cependant connue que de manière incomplète ou insatisfaisante, car les enquêtes de terrain relèvent souvent de démarches localisées, très liées à l'action sur le terrain. La recherche-action peut s'y avérer fort précieuse, mais elle ne s'inscrit pas facilement dans un programme de recherche. Il reste en revanche beaucoup à faire pour « désenclaver » les travaux qui concernent ces domaines et les faire dialoguer avec l'ensemble de la recherche urbaine. Ce n'est pas plus aisé que d'articuler les politiques de développement économique métropolitain avec celles du développement social des quartiers.

Avec le thème de la fragilité, très présent à l'échelle internationale mais dans des définitions encore incertaines et variées, nous espérons contribuer à ce désenclavement, mais aussi provoquer des rencontres inattendues et des dialogues nouveaux, notamment entre spécialistes des questions environnementales et spécialistes du social. En effet, dans notre « société du risque », tout le monde se préoccupe de fragilité, de vulnérabilité, de fracture, de risque, de résilience, mais chacun le fait dans son domaine, et le spécialiste de la vulnérabilité environnementale ne pense pas *a priori* qu'il aurait intérêt à échanger avec celui qui s'occupe de la vulnérabilité sociale. Cela ne s'est pas produit, car toutes les équipes ont traité ce thème sous

l'angle social. Mais la richesse et la diversité des approches ont dépassé nos espérances. Trois villes ont choisi le thème de la fragilité : Marseille, Toulon et Toulouse. Chacune d'entre elles explore des voies spécifiques, en utilisant et en forgeant des outils d'analyse différents. À Toulon, la fragilité est abordée à l'échelle de l'agglomération et dans une approche transversale : qu'est-ce qui est objet de fragilité ? Quels sont ses symptômes ? L'équipe de recherche (associée à l'agence d'urbanisme) interroge les représentations de la fragilité dans le projet métropolitain, dans les réponses des habitants à une enquête, dans les démarches d'observation locale (observatoires), dans les réflexions (et les discours) du monde institutionnel et socioprofessionnel.

UNE VÉRITABLE PROBLÉMATIQUE

L'équipe toulousaine part d'un constat presque contre-intuitif : Toulouse est une ville qui va bien, en particulier dans le domaine économique, et qui (dans le trio de tête des villes françaises depuis des décennies) reçoit chaque année un grand nombre de nouveaux habitants. Ce point fort

n'est-il pas porteur de faiblesses ? L'incessante croissance ne constitue-t-elle pas un facteur de fragilité ? Ce questionnement est appliqué à une zone périurbaine « moyenne » en plein développement, avec l'ambition de montrer que les incertitudes de l'organisation spatiale et du projet de développement sont en lien direct avec les difficultés de la construction du lien social.

À Marseille, c'est le centre historique qui se trouve au centre des préoccupations, à l'instigation de la maîtrise d'ouvrage locale de la recherche (Marseille-Provence-Métropole). L'équipe oriente ses investigations dans deux directions : elle essaie, d'une part, de mieux cerner la notion d'inconfort résidentiel, et interroge, d'autre part, dans la durée, l'action publique consacrée au centre historique.

À travers ces analyses, on découvre que, si le terme « fragilité » relève parfois de l'euphémisme, il permet aussi de construire une véritable problématique pour approcher de manière originale les caractéristiques des systèmes métropolitains. Cette problématique sera présentée dans les futures publications de POPSU 2. / **Alain Bourdin**

QUI FAIT QUOI ?

- **Direction de la plateforme et des programmes POPSU :** Virginie Bathellier.
- **Président du conseil scientifique et responsable scientifique du programme POPSU 2 :** Alain Bourdin.
- **Conseil scientifique du programme POPSU 2 :** Virginie Bathellier, Alain Bourdin, Élisabeth Campagnac, Hélène Dang-Vu, Marie-Pierre Lefevre, Jean-Baptiste Marie, Marie-Flore Mattei.
- **Responsables scientifiques des équipes de recherche de POPSU 2 :** Guy Tapie (Bordeaux), Didier Paris (Lille), Gilles Novarina (Grenoble), Laurent Devisme (Nantes), Jérôme Dubois (Marseille), Maurice Catin (Toulon), Marie-Christine Jaillet (Toulouse), Paul Boino (Lyon), Christina Mazzoni (Strasbourg), Marc Dumont (Rennes).

/ Les publications du programme POPSU 1

Entre 2004 et 2009, le programme POPSU 1 a été mené en collaboration avec sept agglomérations françaises : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse. Robert Prost en était le responsable scientifique et Alain Bourdin, le président du conseil scientifique. Une quarantaine d'équipes de recherche issues des écoles d'architecture et

des universités des agglomérations concernées ont été impliquées dans la démarche. La valorisation des recherches a notamment pris la forme d'une collection d'ouvrages intitulée « La ville en train de se faire » aux éditions Parenthèses. Le premier paru (en 2009), *Projets et stratégies urbaines. Regards comparatifs* (sous la direction d'Alain Bourdin et Robert Prost) proposait une comparaison

entre les agglomérations selon cinq thèmes : développement durable, gouvernance, formes urbaines, habitat, développement économique. Les six parutions suivantes (en 2009 et 2010) ont traité chacune d'une agglomération, proposant en particulier une analyse des grands projets urbains qui y étaient menés. Cette série d'ouvrages constitue une contribution très éclairante sur la manière dont se fabrique la ville aujourd'hui dans ses différentes dimensions urbaines, architecturales, économiques, sociales, environnementales, etc. /

Sous la direction
d'Alain Bourdin
et Robert Prost
Éd. Parenthèses,
février 2009



Sous la direction
de Laurent Devisme
Éd. Parenthèses,
février 2009



Sous la direction
de Patrice Godier,
Claude Sorbets
et Guy Tapie
Éd. Parenthèses,
avril 2009



Sous la direction
de Paul Boino
Éd. Parenthèses,
octobre 2009

Sous la direction
de Brigitte Bertoncello
et Jérôme Dubois
Éd. Parenthèses,
mars 2010



Sous la direction
de Jean-Paul Volle,
Laurent Viala,
Emmanuel Négrier
et Catherine
Bernié-Boissard
Éd. Parenthèses,
mai 2010

POUR EN SAVOIR PLUS

- Groupement d'intérêt public « Atelier international du Grand Paris » (GIP AIGP)
- Programme POPSU
Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement,
Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, de l'Énergie,
Plan Urbanisme Construction Architecture
Arche de la Défense - Paroi Sud
92055 La Défense cedex

■ Contact
Virginie.Bathellier@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : + 33 (1) 40 81 98 89
www.popsu.archi.fr